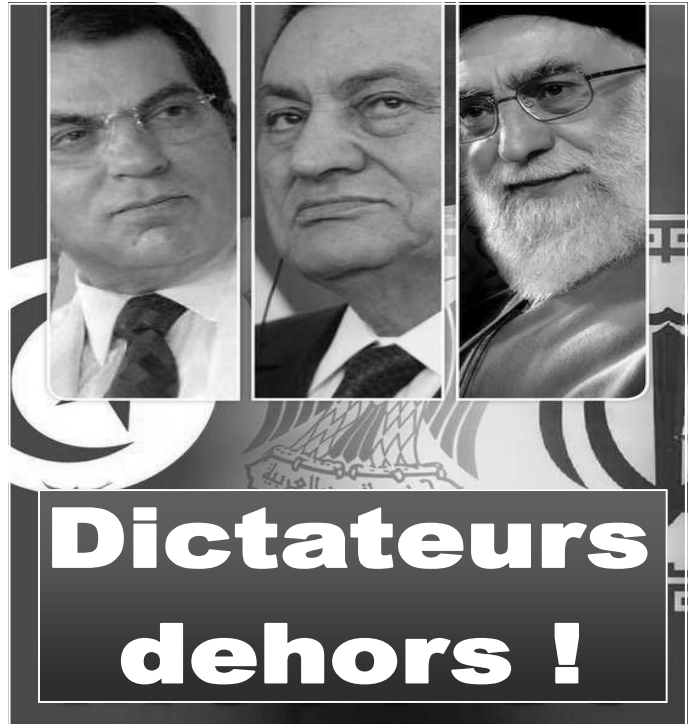


Révolution en Tunisie... ce n'est qu'un début !

Ben Ali, le dictateur qui terrorisait la population tunisienne a dû fuir dans la soirée du vendredi 14 janvier, ce qui marque déjà une date historique, non seulement pour la Tunisie ou le Maghreb, mais pour le monde entier. Raïs pendant 23 ans, piller, voleur et dictateur, le voilà qui a dû passer six heures en avion pour trouver, après avoir tenté la France de son ami et souteneur Sarkozy, Malte, pour finalement atterrir et trouver un accueil dans la réactionnaire monarchie des Saoud. Rien, bien entendu, à l'heure où ces lignes sont écrites, n'est encore gagné pour la population de Tunisie, ni en ce qui concerne son aspiration à la liberté, ni en ce qui concerne les revendications ouvrières contre le chômage et la misère, ces revendications qui, fin décembre, ont marqué le début de l'insurrection dans cette région pauvre de Sidi Bouzid. Alors que les anciens cadres et tout l'appareil d'Etat du régime de Ben Ali sont toujours en place, mais que les protestations continuent, personne ne sait ce que sera l'avenir de la Tunisie, tant l'histoire mondiale de notre classe sociale est riche en révolutions trahies et confisquées. Pourtant la révolution en Tunisie est d'ores et déjà un événement historique dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

Pour des raisons de proximités géographiques et linguistiques, c'est bien entendu, déjà, dans tout le monde arabe que la révolution tunisienne marque le début d'une nouvelle ère. Dans l'Algérie voisine, la colère s'est, encore très récemment, exprimée par des émeutes dans tous les quartiers pauvres du pays. Comme en Tunisie, c'est le chômage de masse, la pauvreté et la hausse des prix qui a mis le feu aux poudres. Vendredi 14 janvier, alors que Ben Ali fuyait, la queue entre les jambes, des milliers d'ouvriers protestaient en Jordanie contre la hausse des prix. Au Yémen, un millier d'étudiants sont descendus dans les rues à Sanaa au lendemain de la fuite de Ben Ali pour saluer la révolution en Tunisie et appeler à des révolutions similaires dans tout le monde arabe. En Égypte, malgré une répression sanglante qui a déjà fait plus d'une centaine de morts, des manifestations insurrectionnelles explosent dans tout le pays contre la dictature de Moubarak, et les travailleurs appellent à la grève générale le 31 janvier, on appelle déjà à des manifestations en Syrie... Des Émirats Arabes Unis où, malgré la répression, les ouvriers immigrés du bâtiment avait lancé une puissante grève pour les salaires jusqu'au Soudan où l'on souffre de la hausse des prix, de la pauvreté et de la répression, il n'y a pas un seul pays arabe où les yeux ne se tournent pas vers la Tunisie. Les yeux remplis d'espoir d'un côté et de frayeur de l'autre, et ainsi dès le 15 janvier, les gouvernements de Jordanie et de Libye décidaient de la baisse des prix, le gouvernement du Yémen d'augmenter les salaires des travailleurs de la fonction publique de 40 à 200 \$, tous ces dictateurs craignant que l'étincelle tunisienne ne mettent là aussi le feu aux poudres. Du Maroc aux monarchies féodales du Golfe persique, il n'y a pas un pays arabe où l'on ne trouve, au cœur de la classe ouvrière et plus largement de la population, cette double aspiration à la liberté, face aux régimes policiers, militaires et/ou monarchiques, et à l'égalité face au chômage, à l'inflation et aux bas salaires.

Mais cette double revendication dépasse déjà le monde arabe. Dimanche 16 janvier, c'est la République Islamique d'Iran qui fait part de son inquiétude... et là aussi, en 2009, par millions les gens sont descendus dans les rues contre la dictature, alors qu'en décembre, commençait la suppression des subventions sur l'essence et les produits de premières nécessité, provoquant une hausse des prix, nouvelle attaque contre une classe ouvrière



déjà touchée par des salaires inférieurs au seuil de pauvreté, le chômage de masse et la misère. Les similitudes des images du mouvement révolutionnaire de 2009 en Iran et de la révolution de 2011 en Tunisie sont d'ailleurs frappantes, comme le sont les slogans criés dans les rues à Téhéran hier, à Tunis aujourd'hui.

On pourra objecter que si l'Iran n'est pas un pays arabe, cela reste un pays du Moyen-Orient. Pourtant, à l'autre bout du monde, en décembre, c'est en Bolivie que suite à une journée de protestation ouvrière et les préparatifs de grève générale, en particulier dans les mines et les transports, que le gouvernement a reculé sur la hausse des prix de l'essence. En Europe, des émeutes ont éclaté le 21 janvier à Tirana. Le cri de colère d'un émeutier de Bab-El-Oued (Alger) « De cette vie sans lendemain, nous n'en pouvons plus. Nous n'en voulons plus » n'a rien de spécifiquement maghrébin ou même arabe. C'est le même cri qui résonne parmi les quatre millions de familles expulsées aux États-Unis, le même cri que l'on retrouve aussi dans les grèves et les manifestations en Europe contre l'austérité, un cri finalement commun à tous les prolétaires du monde. Les revendications de la rue tunisienne contre le chômage et la hausse des prix sont, elles aussi, des revendications aujourd'hui communes à tout le prolétariat. Bien sûr, la situation est loin d'être aussi dramatique, aujourd'hui, pour les ouvriers du nord de la Méditerranée que pour ceux du sud, mais la dégradation des conditions de vie pousse elle aussi à la nécessité de luttes de plus en plus résolues. Avec les grèves de cet automne, la réquisition des grévistes et les menaces de prison ferme, la transformation du centre de Lyon et en particulier de la Place Bellecour en place fortifiée par la police et les forces de répression, les condamnations de manifestants

Sommaire | Révolution en Tunisie... ce n'est qu'un début p 1. | Pas de liberté sans liberté des femmes p 2. | Saluts à la révolution de Tunisie, Echos des boîtes p 3 | EMT : Esclavage en Milieu de Travail, Corruption, Iran p 4.

et de syndicalistes, en métropole et dans les DOM-TOM, montrent qu'en Europe aussi, dès lors que la lutte des classes prend un tournant plus aiguë, la bourgeoisie est prête à rejeter tout le vernis « républicain » ou « démocratique » de son appareil d'État pour n'en garder que la substance principale : un groupe de gars armés destinés à réprimer la classe ouvrière dans le seul intérêt de la bourgeoisie.

À l'heure où, à propos de la Tunisie, on entend surtout parler de « révolution démocratique », il faut revenir sur la nature de classe de cette révolution. Née à Sidi Bouzid, partant de l'immolation par le feu d'un jeune chômeur crevant de la misère, c'est avant tout une révolution prolétaire, une révolution contre la dictature, mais aussi une révolution contre le chômage, une révolution contre la hausse des prix, une révolution contre la misère. Tout comme c'est des quartiers pauvres que sont venues les récentes émeutes insurrectionnelles en Algérie, c'est du cœur de la classe ouvrière qu'est née la révolution tunisienne, une révolution qui couvait déjà avec la lutte du bassin minier de Gafsa. Ce sont bien souvent des militants de base de l'UGTT (alors que la bureaucratie collaborait avec le régime), la principale organisation ouvrière de Tunisie, qui ont organisé les protestations. Moins spectaculaire et médiatisée que les émeutes, la révolution en Tunisie a aussi été marquée par l'utilisation de cette arme traditionnelle de la classe ouvrière qu'est la grève, comme à Sfax où à l'exception des hôpitaux et des boulangeries, 100% des travailleurs et travailleuses de la ville étaient en grève le 9 janvier. Ces grèves ont touché bien des secteurs, en particulier les centres d'appel sous-traités par France-Télécom, Orange ou SFR. C'est bien la classe ouvrière qui a lancé le combat et qui a entraîné derrière elle toutes les couches de la population qui voulaient en finir avec la dictature de Ben Ali, en liant grèves et manifestations insurrectionnelles. Rien d'étonnant à cela, la classe ouvrière est, en Tunisie comme ailleurs, la seule classe révolutionnaire, qui « n'ayant rien à perdre que ses chaînes », n'a rien à craindre de faire ce saut dans l'inconnu qu'est la révolution.

La révolution en Tunisie est à mille lieux des pseudo révolutions « colorées » d'Ukraine ou de Géorgie, ces fausses révolutions où tout était joué à l'avance, et où, appuyée par quelques manifestations, une fraction de la clique au pouvoir en remplace une autre. Les dizaines et dizaines de morts rendent impossible de parler de la révolution tunisienne de 2011 comme d'une « révolution de velours », tout comme il était déjà impossible de parler de la sorte de la crise révolutionnaire en Iran de 2009. C'est d'ailleurs justement ce côté prolétaire de la révolution tunisienne qui inquiète, non seulement les dirigeants des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, mais aussi ceux des pays européens.

Quelques jours avant la fuite de Ben Ali, Michèle Alliot-Marie proposait d'aider le régime en place à réprimer. La première inquiétude de l'État français va bien sûr pour les intérêts des capitalistes français qui, avec la dictature de Ben Ali, bénéficiaient d'une classe ouvrière muselée et donc bon marché. En refusant l'asile à Ben Ali, malgré sa tradition d'accueil des dictateurs déchus, l'État français a montré son mépris pour ses pions qui échouent à maintenir l'ordre. Tant que les profits entrent dans les poches des bourgeois et que l'ordre nécessaire à l'extorsion de la plus-value est maintenu, l'État français se fout de la nature du régime. En Côte d'Ivoire par exemple, après être intervenu militairement pour protéger Gbagbo, l'impérialisme français appuie désormais Ouattara. L'État français ne soutenait Ben Ali que tant qu'il était au pouvoir. Qu'importe les êtres humains, même chefs d'États ou PDG, pour le système capitaliste. Pas plus qu'une entreprise n'a du mal à trouver un successeur après le départ d'un PDG, l'État français n'aurait aucun mal à composer avec n'importe quel successeur de Ben Ali qui prendrait le pouvoir suite à un coup d'État militaire, une élection, truquée ou non, ou n'importe quel moyen contrôlé par la bourgeoisie. Mais là, c'est l'insurrection prolétaire qui a fait fuir Ben Ali, c'est la rue qui a affronté les flics du régime et il en ressort ce sentiment que détestent tous les chefs d'État, celui qui arrive lorsque des chômeurs, des travailleurs, des damnés de la terre et forçats de la faim interviennent brusquement sur la scène de l'histoire pour prendre leur destin en main.

Pas de liberté sans liberté des femmes !

Samedi 29 janvier, veille du retour de Rached Ghannouchi, dirigeant du parti islamiste Ennahdha en Tunisie, des milliers et des milliers de femmes, et aussi d'hommes, ont manifesté dans les rues de Tunis pour revendiquer que l'égalité entre les femmes et les hommes et la laïcité soient inscrites dans la nouvelle constitution tunisienne. Une centaine de voyous islamistes est venue faire de la provocation, déchirant des pancartes, agressant des manifestantes et lançant des slogans misogynes comme « les femmes dans vos cuisines » (sic !). Le lendemain, une manifestante qui témoignait de cette agression déclarait « *ce chef barbu et ses troupes ont bien démontré que ces extrémistes ne sont en aucun cas « démocrates ou encore modérés » comme leurs chefs aînés sont actuellement en train de prétendre, à qui veut bien l'entendre, sur les télévisions et radios nationales et internationales ! Ces gens n'ont aucun respect quel que soit, pour qui que ce soit et encore moins pour nous les femmes.* » La population de Tunisie ne s'est pas révoltée contre la dictature policière de Ben Ali pour tomber entre les mains de la dictature religieuse des islamistes. En Tunisie comme ailleurs, personne ne pourra être libre si la liberté et l'égalité ne sont pas assurées aux femmes !



Tunis, 29 janvier

Lorsqu'il s'agit d'une vraie révolution, née des entrailles de la société et en particulier de la classe prolétaire, et non d'une fausse révolution de palais, les révolutions ne cessent que rarement mais souvent commencent, se renforcent et se radicalisent avec le départ d'un dictateur, comme ce fut le cas avec Nicolas II en Russie (1917), Guillaume II en Allemagne (1918) ou le Shah en Iran (1979). Dimanche 16 janvier d'ailleurs, à Regueb, petite ville tunisienne de 8.000 habitants, 1.500 personnes ont défilé en scandant : « Nous ne nous sommes pas révoltés pour la formation d'un gouvernement d'union avec une opposition de carton-pâte ». Lundi 17 janvier, de nouvelles manifestations ont éclaté à Tunis, réprimées par des tirs de gaz lacrymogènes, et, dans les quartiers populaires, les habitant(e)s s'organisent pour assurer leur autodéfense face aux flics et aux voyous de Ben Ali et constituent des comités de quartiers. Le 24 janvier, alors que le gouvernement promettait la reprise des cours, plus de 90% des enseignants du primaire était en grève, le 29, ce sont des milliers et des milliers de femmes et d'hommes qui ont manifesté à Tunis pour l'égalité. La « révolution tunisienne », qui déjà n'est plus seulement tunisienne, est loin d'être terminée.

■ Camille Boudjak, 31 janvier 2011

Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : contact@communisme-ouvrier.info

Saluts à la révolution de Tunisie

Dans un tract distribué en France le 15 janvier, lendemain de la fuite de Ben Ali, l'Initiative Communiste-Ouvrière écrivait : « Nous, travailleuses et travailleurs de France, apportons toute notre solidarité à nos sœurs et à nos frères de classe d'Algérie et de Tunisie. Les révoltes prolétaires de Tunisie et d'Algérie nous concernent et nous touchent directement, non seulement parce que nous sommes nombreux, dans les usines, les chantiers ou les bureaux de France, à avoir de la famille, des ami(e)s et des proches au Maghreb, mais aussi et surtout parce que les cris de révolte et la soif de justice et de liberté des travailleurs et des travailleuses d'Algérie et de Tunisie, sont nos cris et notre soif, à nous les exploité(e)s et les opprimé(e)s du monde entier. »

Le 16 janvier, dans un communiqué, le **Parti Communiste-Ouvrier d'Iran** déclarait : « La rapide victoire des gens de Tunisie pour forcer Ben Ali, qui était à la tête d'une redoutable machine de terreur, à fuir, pousse à l'optimisme et a été saluée par les peuples du monde en particulier dans les pays arabes. Dans plusieurs pays, les gens ont manifesté pour soutenir le peuple de Tunisie, alors que l'ombre de la peur plane sur la tête des dictateurs. En Iran, les gens se précipitaient pour regarder ces scènes similaires à celles de leur propre lutte contre le régime islamique lors de la révolution de 2009, et envoyaient des messages de soutien et de salutations après la fuite du dictateur tunisien ; ils se sentent plus forts pour leur lutte contre le régime islamique d'Iran. (...) La population de Tunisie doit faire avancer sa révolution ; en mettant en avant des revendications comme la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, le jugement public de Ben Ali et de tous ceux qui sont responsables des récents assassinats, la fin de la loi martiale, l'abolition des organes répressifs de l'Etat, la publication de tous les documents concernant le pillage et les détournements de fond par les hauts fonctionnaires du gouvernement, la participation directe et populaire dans toutes les prises de décision dans les industries, les organisations gouvernementales, les universités et les quartiers, la liberté inconditionnelle d'expression, de grève, d'organisation et d'activités politiques, la hausse immédiate des salaires, etc. Aucun gouvernement, qu'il se nomme "d'unité nationale" ou autrement, n'aura aucune légitimité pour diriger tant qu'il ne reconnaîtra pas ces revendications. Tout gouvernement qui refusera d'accepter ces revendications sera considéré comme la continuité de l'ancienne dictature et par conséquent ne pourra être reconnu. »

Le 17 janvier, le **Parti Communiste-Ouvrier de Gauche d'Irak** a publié un communiqué saluant la révolution en Tunisie par ces mots : « Notre parti, tout en voyant dans cette révolution une nouvelle ère de liberté et d'émancipation pour les peuples du monde arabe, met en avant que l'émancipation définitive des masses des privations, des sévices, de la pauvreté, de l'absence de libertés politiques et d'égalité des femmes ne sera reconnue que par la victoire du socialisme. Cela nécessite la poursuite des luttes qui ne peuvent être accomplies que par la classe ouvrière de Tunisie elle-même. » Le 21 janvier, à propos de la promesse de la tenue d'élections, nos camarades d'Irak ont indiqué que « les conditions pour mettre en place des élections libres sont absentes. La première de ces conditions est de faire comparaître tous les assassins, criminels et membres du parti au pouvoir, dirigé par Zine El Abidine Ben Ali, et tous ses ministres, commandants policiers et militaires qui ont commis des crimes contre le peuple de Tunisie, dans un procès public. (...) L'absence de cette condition signifie très clairement que rien n'a changé et que ce ne sont que les visages qui ont changé. Le changement de visages est une tactique bien connue et utilisée par les bourgeois afin de calmer les ressentiments à l'encontre de symboles de l'ancien régime et d'amener de nouveaux visages, moins visibles et importants, d'un même système. Ce sont les mêmes forces qui veulent garder le pouvoir et reproduire la même tragédie pour les masses de Tunisie, la même faim et la même oppression, la même discrimination et la même absence de droits, et le même chômage de masse. »

Dans les boîtes : échos de la lutte des classes

Toujours moins d'enseignants... et de riposte syndicale

Avec 16 000 postes encore supprimés à la rentrée prochaine, l'Éducation Nationale en France continue d'être saignée à blanc. Les syndicats n'avaient proposé que des manifestations décentralisées un samedi en janvier. La FSU annonce désormais, mais seule, une grève d'une journée, le jeudi 10 février.

Défense du casse-croûte

Mardi 25 janvier la moitié des salariés de la Lyonnaise des Eaux ont fait grève pour des augmentations de salaire permettant le maintien de leur pouvoir d'achat. Cet exemple montre que la lutte basique pour les salaires se poursuit et se poursuivra toujours, dans le secteur privé comme dans le public.

Assurance-chômage

Les négociations en cours pour la nouvelle convention UNEDIC ne devraient apporter aucun changement radical. En clair, la moitié des travailleurs privés d'emploi en France continueront à être aussi privés de toute allocation chômage.

ADDSEA : Les précaires ne se laissent pas faire

Aidés par la CGT, deux anciens salariés en CAE de l'ADDSEA (secteur social, Doubs) ont obtenu gain de cause et le paiement de leur prime pour avoir travaillé les dimanches et jours fériés (plus de 2.000 euros pour chacun d'entre eux). Lorsqu'ils étaient en poste, la direction leur expliquait pourtant que cette prime ne les concernait pas. Mais, en CAE, en CDD ou en CDI, les travailleurs ont des droits et arrivent à les faire respecter lorsqu'ils se battent et s'organisent.

Attaque contre le droit de grève en Belgique

En juin dernier, les employé(e)s de la ville de Roelux se sont mis en grève pour protester contre une réduction drastique de leur prime de fin d'année. Cela n'a pas été du goût de Monsieur Friard, le bourgmestre de la ville, qui a porté plainte contre le secrétaire général du syndicat qui a donc dû comparaître devant le tribunal de Mons le 19 janvier. L'argument principal du bourgmestre pour attaquer le droit de grève est que cette grève aurait « gêné l'organisation du festival de la ville ». S'agit-il d'un hasard, mais Monsieur Friard est également vendeur de la bière St Feuillien qui coule à flots pendant ces festivités. Jugement en février.



Ce n'est pas la crise, la galère et l'austérité pour tout le monde...

Alors que de plus en plus de travailleurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts, le quotidien "Les Echos" indiquait début 2011, que les entreprises du CAC 40 devraient verser quelque 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires en 2011 au titre de l'exercice 2010, soit une progression de 13 % sur les dividendes versés en 2010 au titre de l'année 2009. Finalement, de l'argent, il y en a, mais dans les caisses du patronat, et il faudra bien un jour prendre ce qui n'est que notre dû !

Ici ou là-bas, la corruption fait partie du capitalisme

Lorsqu'on parle de la Tunisie, de l'Égypte et des autres pays où s'amorcent un mouvement social contre des dictatures sclérosées et corrompues, il ne faut pas voir celles-ci comme des exceptions, des aberrations issues du passé. La dictature et la corruption font partie intégrante du système capitaliste mondial. Essayer de les comprendre à la lumière d'un modèle parfait qui serait celui d'une « démocratie occidentale », exempte de tares et de corruption, est une pure illusion.

Le pays le plus peuplé du monde, la Chine, soumet plus d'un milliard de personnes à son alliage de dictature totalitaire et de libéralisme sauvage. L'Inde, « plus grande démocratie du monde » selon l'expression consacrée, reste fondée sur la corruption, les divisions ethniques, les castes et la corruption à grande échelle. Dans la majeure partie des pays du monde, le bakchich, les « petits cadeaux » faits aux fonctionnaires, à l'échelle du village comme du gouvernement, font partie de la vie quotidienne des gens. La corruption n'est pas l'exception, mais plutôt la règle...

En France, les affaires en cours (attentats de Karachi, famille Betancourt, etc.), et surtout les multiples scandales et procès qui se succèdent depuis des décennies, montrent que la corruption et les détournements de fonds sont monnaie courante. Dans une Belgique en voie de disparition, les affaires ont miné la confiance dans les partis politiques et fait le jeu des nationalistes bien plus que les questions linguistiques. Pour la classe dirigeante, au sommet de l'État, des régions ou des villes, c'est un moyen comme un autre d'accès à la fortune. La seule règle qui compte

vraiment, c'est « pas vu, pas pris ». C'est à peu près la seule différence avec les pays où la corruption et l'enrichissement éhonté des prétendues élites s'affiche au grand jour.

On se moque du clan Ben Ali en Tunisie, de la longévité politique de Moubarak en Égypte, mais combien de députés, de ministres, de politiciens sont eux-mêmes des « héritiers » ? Quel président impose son jeune fils à des charges toujours plus importantes ? Combien de passe-droits, de pistons, de pots-de-vin, de « rétro commissions » ? Qui octroie des augmentations et des retraites dorées aux ministres et aux députés, quand nos salaires stagnent et nos retraites sont attaquées ? Combien de députés ou de sénateurs presque inamovibles, engraisés par des revenus vertigineux ?

La réalité, c'est que les politiciens ne sont pas au service de la population, mais cherchent simplement la richesse et le pouvoir personnel. Si on dit qu'un patron dont l'usine produit des pneus fait ça pour de l'argent, pas par amour des pneus, personne ne s'en étonne. L'État, c'est pareil : il sert avant tout à enrichir une classe dirigeante de gardes-chiourmes du capitalisme. Ce que la fiscalité et la mansuétude qu'ils s'octroient eux-mêmes ne suffit pas à leur assurer, ils s'en emparent par les détournements et les pots-de-vin.

Solidaires de la lutte contre les dictatures partout dans le monde, solidaires des révolutions tunisiennes et égyptiennes, nous avons-nous aussi nos corrompus à foutre dehors.

■ Nicolas Dessaux

EMT : Esclavage en Milieu de Travail



Ouvrier immigré au chômage, le Pôle Emploi m'a proposé ce qui devait être un poste de soudeur dans une usine de Lyon. Je devais y aller pour faire deux jours d'essai. Pensant enfin trouver un emploi après des années de chômage, j'étais content ainsi que toute ma famille et le lendemain j'étais à 6 h 45 devant les portes de l'usine. Juste après les formalités d'usage et les salutations, le patron me dit qu'en fait il n'a besoin de personne. Je me demande pourquoi il ne l'a pas dit à Pôle Emploi et pourquoi y avait-il une offre ? Il me donne quand même des horaires et me présente à l'équipe de l'usine comme étant un « stagiaire ». Ne comprenant pas très bien le français, je me demande pourquoi on parle de moi comme étant stagiaire alors

que Pôle Emploi me parlait d'un poste d'ouvrier soudeur. J'ai passé la journée aux presses à polir des pièces. Le deuxième jour, j'ai travaillé à préparer les pièces d'inox avant qu'elles soient soudées. En fin de journée, je demande si, après ce que je pensai être une période d'essai, je devais revenir le lendemain, et on me répond que non. C'est là que j'apprends que ce n'était ni un contrat de travail, ni une période d'essai, mais une « EMT », Evaluation en Milieu de Travail, en fait un stage, non rémunéré, envoyé par Pôle Emploi pour travailler gratuitement pour un patron. En France depuis 15 ans, j'ai pourtant travaillé 10 années comme ouvrier dans ce pays, et pour une « EMT » de soudeur je n'ai pas touché un seul fer à souder pendant tout ce stage. Voilà comment les services de Pôle Emploi offrent des ouvriers gratuits aux patrons. Et encore j'ai eu de la chance, ce n'était qu'un stage de deux jours et pas de deux semaines !

■ Yadi Kohi

Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.

Intensification des exécutions en Iran

Fin janvier l'AFP comptait déjà 66 exécutions depuis le début de l'année en Iran, soit plus de deux par jour, et des sources iraniennes comptent plus de 100 exécutions pour les seuls mois de décembre et de janvier. Plusieurs prisonniers et prisonnières politiques ont été exécuté(e)s comme Ali Saremi, exécuté le 28 décembre 2010, Hossein Khezri, 28 ans, militant kurde, exécuté le 15 janvier, Jafar Kazemi et Mohammad Ali Haj Aghaei, arrêtés lors des manifestations de septembre 2009, exécutés le 24 janvier, ou Zahra Bahrami, arrêtée suite aux manifestations insurrectionnelles du 27 décembre 2009, et exécutée le 29 janvier 2011. De nombreux autres prisonniers politiques, comme Habibollah Latifi ou Zeinab Jalalian, peuvent être exécutés à tout moment, tandis que de nombreux opposant(e)s, militants ouvriers, politiques ou de défense des droits humains sont condamnés à de lourdes peines de prison. C'est dans ce contexte que le Comité International Contre les Exécutions a appelé à faire du 29 janvier une journée mondiale de protestation contre la peine de mort et de solidarité avec les prisonniers politiques en Iran. Des protestations ont ainsi été organisées le 29 janvier dans plusieurs dizaines de villes d'Europe (Allemagne, Suède, Pays-Bas...), du Canada, des États-Unis, mais aussi en Afghanistan où des manifestations ont eu lieu à Kaboul, Herat, Kandahar et Mazar-e-Sharif et en Irak, comme à Erbil.

Face au régime meurtrier de Téhéran, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. **En Iran comme ailleurs, abolition de la peine de mort et libération des prisonniers politiques !**